

Comité du programme et budget

Trente-neuvième session
Genève, 16 – 20 juin 2025

RAPPORT DE L'ORGANE CONSULTATIF INDEPENDANT DE SURVEILLANCE (OCIS) DE L'OMPI

établi par l'Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS) de l'OMPI

1. Le présent document contient le Rapport de l'Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS) de l'OMPI, établi par l'OCIS et couvrant la période allant du 23 mars 2024 au 28 mars 2025.
2. Le paragraphe de décision ci-après est proposé.
3. *Le Comité du programme et budget (PBC) a recommandé à l'Assemblée générale de l'OMPI de prendre note du "Rapport de l'Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS) de l'OMPI" (document WO/PBC/39/2).*

[Le Rapport de l'Organe consultatif
indépendant de surveillance de l'OMPI
suit]

RAPPORT ANNUEL DE
L'ORGANE CONSULTATIF INDÉPENDANT DE SURVEILLANCE DE L'OMPI (OCIS)
POUR LA PÉRIODE DU 23 MARS 2024 AU 28 MARS 2025

[27 MAI 2025]

Table des matières

I.	INTRODUCTION.....	3
II.	SESSIONS TRIMESTRIELLES, COMPOSITION ET MÉTHODE DE TRAVAIL.....	3
III.	QUESTIONS EXAMINÉES ET ANALYSÉES.....	5
	A. Supervision interne.....	5
	B. Vérification externe des comptes.....	8
	C. Rapports financiers.....	9
	D. Gestion des risques et contrôles internes.....	10
	E. Mise en œuvre des recommandations de supervision.....	12
	F. Déontologie et médiation.....	13
	G. Gestion des ressources humaines.....	15
	H. Questions diverses.....	15
IV.	OBSERVATIONS FINALES.....	15

I. INTRODUCTION

1. Conformément à son mandat, l'Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS) de l'OMPI soumet un rapport annuel au Comité du programme et budget (PBC) et à l'Assemblée générale de l'OMPI.
2. Créé en 2005, l'OCIS (ci-après dénommé "Organe") est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale de l'OMPI et du PBC. Organe indépendant exerçant des fonctions consultatives spécialisées, il aide l'assemblée et le PBC à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de supervision.
3. Le présent rapport couvre la période du 23 mars 2024 au 28 mars 2025. La section II du présent rapport donne des informations sur les sessions trimestrielles, la composition et la méthode de travail de l'OCIS. La section III présente dans le détail les questions examinées et analysées par l'OCIS durant la période considérée.

II. SESSIONS TRIMESTRIELLES, COMPOSITION ET METHODE DE TRAVAIL

Sessions trimestrielles

4. Durant la période considérée, l'OCIS a tenu quatre sessions trimestrielles : du 28 au 31 mai 2024 (73^e session); du 24 au 27 septembre 2024 (74^e session); du 9 au 13 décembre 2024 (75^e session) et du 24 au 28 mars 2025 (76^e session). Conformément à son mandat, l'Organe a tenu une réunion d'information avec les représentants des États membres après chaque session. Les rapports de toutes les sessions de l'OCIS sont publiés sur le site Web de l'OMPI.

Composition et procédure de sélection des nouveaux membres

5. L'OCIS compte sept membres issus d'États membres de l'OMPI. Ces membres siègent à titre personnel et de manière indépendante par rapport aux États membres. À sa soixante-quinzième session en décembre 2024, conformément à son mandat, l'OCIS a élu M. David Kanja président et M. Kamlesh Vikamsey vice-président. M. Bert Keuppens a été président de la soixante-douzième à la soixante-quinzième session, M. Kanja ayant été élu vice-président.
6. Conformément à la procédure de sélection décrite à l'annexe IV du Règlement financier et du règlement d'exécution du Règlement financier de l'OMPI, l'OCIS est actuellement composé des membres ci-après :
 - M. David Kanja, président (groupe des pays africains);
 - M. Kamlesh Vikamsey, vice-président (groupe des pays d'Asie et du Pacifique);
 - M. Bert Keuppens (groupe B);
 - M. Danil Kerimi (groupe des pays d'Asie centrale, du Caucase et d'Europe orientale);
 - M. Igors Ludboržs (groupe des pays d'Europe centrale et des États baltes);
 - M. Guan Jian (Chine); et
 - M. German Deffit (groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC)).
7. La composition de l'OCIS respecte une combinaison et un équilibre appropriés en termes de compétences, de connaissances et d'expérience.
8. À sa soixante-seizième session, l'OCIS a demandé au secrétaire du jury de sélection de lui fournir des informations actualisées sur l'état d'avancement de la procédure de sélection des nouveaux membres de l'OCIS. L'OCIS a terminé son évaluation des candidats remplissant les

conditions requises en utilisant une grille d'évaluation fournie par le jury de sélection et sur laquelle l'OCIS avait été consulté. L'OCIS s'est également entretenu avec le secrétaire du jury de sélection sur les améliorations qui pourraient être apportées à la procédure de sélection des candidats remplissant les conditions requises.

Méthode de travail

9. L'OCIS fournit des avis dans le cadre de son action auprès du Directeur général, du personnel du Secrétariat et du vérificateur externe des comptes, compte tenu principalement des rapports et des renseignements qui lui sont fournis. Il procède également à des délibérations sur des questions pertinentes pour procéder à ses évaluations et adopter ses conclusions.

10. Au cours de la période considérée, l'OCIS a tenu des séances d'information avec le Directeur général ou le sous-directeur général chargé du Secteur administration, finances et gestion sur les principaux faits nouveaux, notamment l'adoption réussie de deux nouveaux traités; la stabilité des résultats financiers de l'OMPI dans le contexte général des tensions financières au sein du système des Nations Unies; les faits nouveaux intervenus au sein du système des Nations Unies concernant le financement et le multilatéralisme; les projets du Secrétariat pour l'établissement du budget du prochain exercice biennal; et les efforts de l'Organisation pour élever les discussions sur la politique en matière de propriété intellectuelle au niveau ministériel et au niveau des dirigeants.

Auto-évaluation de l'OCIS

11. À sa soixante-quinzième session, l'OCIS a procédé à une auto-évaluation annuelle, conformément aux exigences stipulées dans son mandat. L'OCIS a fondé son auto-évaluation sur les 13 critères établis par le Corps commun d'inspection concernant les bonnes pratiques des comités d'audit et de contrôle des organisations du système des Nations Unies et a conclu qu'il fonctionnait efficacement et qu'il s'acquittait de son mandat conformément aux meilleures pratiques en vigueur au sein du système des Nations Unies. Des informations sur cette évaluation figurent dans le rapport sur la soixante-quinzième session.

12. L'OCIS a également demandé au Secrétariat de donner son avis sur son fonctionnement. Dans son évaluation générale, le Secrétariat a salué les contributions de l'OCIS. Les domaines dans lesquels ces contributions ont plus précisément été appréciées étaient notamment les suivants : i) le renforcement du cadre de gouvernance des placements; ii) les conseils sur toutes les questions fiduciaires; iii) l'attention accordée à la gestion des risques; iv) les propositions visant à renforcer et à réformer la Division de la supervision interne; v) le suivi des recommandations en matière de supervision; et vi) la collaboration avec les États membres. Le Secrétariat s'est par ailleurs inquiété d'un chevauchement entre certains travaux de supervision et il a souhaité améliorer la planification des points du calendrier de réunions de l'OCIS en tenant compte d'autres engagements du Secrétariat; il souhaitait en outre que la communication soit plus claire quant aux éléments à établir pour fournir des informations contextuelles aux participants des réunions.

13. L'OCIS a décidé de faire également effectuer une évaluation externe en 2025 en s'appuyant sur le mécanisme d'examen collégial du système des Nations Unies, qui a été testé avec succès dans l'une des organisations du système. Cette évaluation sera réalisée conformément à l'exigence du mandat de l'OCIS concernant les évaluations périodiques indépendantes de la performance.

III. QUESTIONS EXAMINEES ET ANALYSEES

A. Supervision interne

Mise en œuvre du programme de travail de la Division de la supervision interne pour 2024

14. L'OCIS a examiné la mise en œuvre du programme de travail annuel en matière de supervision pour 2024 en s'appuyant sur les rapports d'activité trimestriels de la Division de la supervision interne (DSI) soumis pour chaque session. À sa soixante-seizième session, l'OCIS a également examiné le projet de rapport annuel de la DSI pour 2024 et a noté que la division a publié les rapports suivants au cours de l'année 2024 : cinq rapports d'audit interne, deux rapports de validation, quatre rapports d'évaluation, cinq rapports d'examen de pré-évaluation, un rapport consultatif, 18 rapports d'enquête et deux rapports à l'intention de la direction. Au cours de la même période, la DSI a également formulé 37 recommandations et en a clôturé 66.

15. Le comité a aussi noté que certains postes vacants avaient été pourvus dans les sections des audits et des enquêtes, et que deux postes clés restaient à pourvoir dans la Section de l'évaluation. L'OCIS a été informé du fait que les avis de vacance de poste seraient publiés en 2025 après une révision des descriptions de poste correspondantes. L'OCIS a également été informé du fait que malgré les difficultés à recruter du personnel aux postes les plus importants, la DSI allait parvenir à achever son programme de travail pour 2024, à l'exception d'une évaluation qui était reportée au premier trimestre de 2025. Il s'est félicité des changements intervenus au sein de la Division de la supervision interne et a salué les efforts déployés pour réorienter les activités de celle-ci.

Programme de travail de la Division de la supervision interne pour 2025 proposé

16. L'OCIS a examiné le programme de travail de la DSI pour 2025 lors de sa soixante-quinzième session. Il a noté que le programme de travail avait été établi après consultation des parties prenantes internes et des États membres et qu'il tenait notamment compte des retours d'informations fournis par le Groupe de gestion des risques et des résultats de l'évaluation des risques par la DSI. L'OCIS s'est félicité du nouveau format et a apporté quelques contributions préliminaires au programme de travail. Il a également salué le fait que le programme de travail intégrait la présentation d'un avis de la DSI favorable à la déclaration de l'OMPI sur le contrôle interne.

Évaluations internes et externes de la qualité des activités de la DSI

17. Lors de ses soixante-quinzième et soixante-seizième sessions, l'OCIS a analysé le tout premier examen collégial de la fonction d'évaluation de l'OMPI qui avait été mené par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) entre octobre 2024 et janvier 2025. L'examen a conclu que cette fonction n'était pas suffisamment performante, comme l'avait déjà signalé l'OCIS. L'OCIS a déjà formulé un certain nombre d'observations à ce sujet, notamment la nécessité d'une orientation plus stratégique de la fonction d'évaluation. Il a également noté qu'un plan d'action de la direction a été établi pour donner suite aux recommandations de l'examen collégial.

18. L'OCIS a également examiné, lors de sa soixante-seizième session, les auto-évaluations périodiques des fonctions d'audit interne et d'enquête de la DSI, qui ont été menées pour préparer les évaluations externes de la qualité prévues pour le quatrième trimestre de 2025. Les évaluations ont conclu que la fonction d'audit interne était conforme aux normes mondiales d'audit interne et que la fonction d'enquête était conforme aux normes de la Conférence des enquêteurs internationaux. L'OCIS a examiné le calendrier et l'approche adoptée pour les

prochaines évaluations externes de la qualité des fonctions d'audit interne et d'enquête et il est convenu de réexaminer cette question lors de sa prochaine réunion avec la DSI.

Informations actualisées sur l'élaboration de l'avis de la DSI sur la gouvernance, la gestion des risques et les contrôles à l'OMPI

19. Lors de sa soixante-seizième session, l'OCIS a examiné les informations actualisées concernant l'avis de la DSI sur l'adéquation et l'efficacité de la gouvernance, de la gestion des risques et des contrôles à l'OMPI, qui étayera la déclaration annuelle de l'Organisation sur le contrôle interne. Il a noté que le cadre de l'avis de la DSI était fondé sur les pratiques d'autres organisations des Nations Unies et s'inspirait des normes mondiales d'audit interne de l'Institut des auditeurs internes. L'OCIS a également débattu de la nécessité d'aligner les éléments fondamentaux de l'avis de la DSI sur ceux de l'avis relatif à la déclaration sur le contrôle interne formulé par le Directeur général. Il s'est félicité de l'élaboration de l'avis de 2025 de la DSI, qui marque l'aboutissement de discussions qu'il mène depuis de nombreuses années.

Politiques et manuels proposés en matière de supervision interne

20. L'OCIS a examiné : un manuel d'enquête révisé de la DSI lors de sa soixante-treizième session; un manuel d'audit interne révisé lors de sa soixante-quatorzième session; et une politique d'audit interne révisée lors de sa soixante-quinzième session. La directrice de la DSI lui a fait savoir que les propositions de révision du manuel d'audit interne et de la politique d'audit interne visaient à garantir la conformité de ces deux documents avec les nouvelles normes mondiales d'audit interne de 2024, ainsi qu'avec la version actualisée de la Charte de la supervision interne.

Rapports d'audit interne

21. L'OCIS a examiné, conjointement avec la DSI et le Secrétariat, des rapports sur les six missions d'audit interne indiquées ci-après. Certains des rapports ont été publiés sous une forme non expurgée sur le site Web de l'OMPI, conformément à la Politique de la DSI en matière de publication des rapports (IOD/PP/2021).

- Validation du Rapport sur la performance de l'OMPI en 2022-2023 (document WO/PBC/37/8)
- Validation des données relatives aux demandes de remboursement au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS) (IA 2024-01)
- Audit de la gestion de la cybersécurité (IA 2024-02)
- Examen par la DSI de la conception et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés en vigueur à l'OMPI (IA 2024-03)
- Audit interne du Bureau de l'OMPI au Nigéria (IA-2024-05)
- Audit de la Division de la traduction du PCT (IA 2024-04)

Rapports d'évaluation

22. L'OCIS a examiné, conjointement avec la DSI et le Secrétariat, quatre rapports d'évaluation, un rapport consultatif et six examens de pré-évaluation indiqués ci-après. Certains des rapports ont été publiés sous une forme non expurgée sur le site Web de l'OMPI, conformément à la Politique de la DSI en matière de publication des rapports (IOD/PP/2021).

- Audit et évaluation combinés des opérations et des relations avec la clientèle du PCT – Deuxième partie : Vérification de la culture du service à la clientèle du PCT (EVAL 2022-05)
- Examen de pré-évaluation du programme de bourses du système de Madrid (EVAL 2023-02)

- Évaluation du projet de paniers de Chobe (Enseignements tirés des initiatives de l'OMPI en faveur de l'autonomisation des femmes chefs d'entreprise) (EVAL 2023-02)
- Évaluation du projet relatif au renforcement du rôle des femmes dans l'innovation et l'entrepreneuriat (EVAL 2023-02)
- Évaluation du programme sur l'entrepreneuriat destiné aux femmes des communautés autochtones et locales (deuxième rapport) (EVAL 2023-02)
- Examen de pré-évaluation du programme relatif aux institutions universitaires et à l'enseignement destiné aux cadres de l'Académie de l'OMPI (EVAL 2023-03)
- Examen de pré-évaluation du programme de bourses de l'OMPI (EVAL 2023-05)
- Examen de pré-évaluation de WIPO Connect (EVAL 2024-01)
- Examen de pré-évaluation de la Section de l'apprentissage en ligne en matière de propriété intellectuelle de l'Académie de l'OMPI (EVAL 2024-04)
- Rapport consultatif sur la collaboration au sein de l'Organisation et la gestion des contenus (EVAL 2024-06)
- Examen de pré-évaluation de la Division pour l'Amérique latine et les Caraïbes (EVAL 2024-07)

23. Durant sa soixante-quatorzième session, l'OCIS a noté que les examens de pré-évaluation ont été appréciés par les secteurs concernés, ont contribué à la compréhension des activités analysées et ont donné lieu à des recommandations d'amélioration qui ont été acceptées par les secteurs. Il a également été informé que les examens visaient à déterminer la possibilité d'évaluer les programmes sélectionnés et qu'ils ne se substituaient donc pas aux évaluations. L'OCIS a également noté que la DSI envisageait, dans l'avenir, de procéder à des évaluations complètes des principaux chantiers au sein de l'Organisation.

Enquêtes

24. Conformément à la Charte de la supervision interne, l'OCIS a été informé à chaque session de l'état d'avancement des enquêtes et de l'évolution de la charge de travail, avec la répartition des plaintes reçues et des plaintes fondées par catégorie de faute. Dans tous les cas où la DSI pouvait se trouver en situation de conflit d'intérêts, l'OCIS a procédé à un examen approfondi du dossier et a fourni des conseils en conséquence. À sa soixante-seizième session, l'OCIS a également examiné, avec la conseillère juridique, les procédures à suivre en cas de plaintes répétées, infondées et vexatoires susceptibles d'alourdir la charge administrative de l'Organisation.

25. Durant sa soixante-treizième session, l'OCIS a pris note des procédures révisées de traitement des allégations reçues, qui incluent un processus d'examen initial pour déterminer si elles peuvent être renvoyées à d'autres fonctions du système de justice interne (les fonctions de déontologie, de médiation ou des ressources humaines, par exemple) pour des mesures appropriées. À la soixante-seizième session de l'OCIS, la DSI l'a informé qu'au 21 mars 2025, huit dossiers d'enquête étaient en instance, dont deux enquêtes en cours, quatre dossiers en évaluation préliminaire et deux en suspens.

Séances privées

26. L'OCIS s'est réuni en séance privée avec la directrice de la DSI, conformément à son mandat.

B. Vérification externe des comptes

Séances avec le vérificateur externe des comptes

27. À sa soixante-treizième session, l'OCIS s'est entretenu avec le nouveau vérificateur externe des comptes, l'Agence de contrôle des finances de la République d'Indonésie, au sujet des activités de celle-ci au titre de sa mission et a formulé des commentaires concernant la planification de l'audit de l'Agence.

28. Durant sa soixante-treizième session, l'OCIS s'est entretenu avec les représentants du vérificateur externe des comptes sortant, le Bureau national de vérification des comptes du Royaume-Uni. Ces représentants ont présenté à l'OCIS, en présence de membres de la direction, le rapport d'audit et le rapport détaillé sur l'audit des états financiers de l'OMPI pour 2023. Ils ont également présenté à l'OCIS les principales conclusions de l'audit, telles que décrites dans le rapport d'achèvement de l'audit du vérificateur externe des comptes. L'OCIS a assuré le suivi des hypothèses actuarielles relatives à l'AMCS et d'autres questions pertinentes. En outre, il a pris note de l'opinion sans réserve relative à la présentation des états financiers et de la régularité des recettes et des dépenses de l'OMPI. Il a également noté que le vérificateur externe des comptes avait identifié un certain nombre de possibilités d'amélioration et n'avait pas formulé de nouvelles recommandations.

29. L'OCIS s'est entretenu avec des représentants du nouveau vérificateur externe des comptes, le Conseil d'audit de la République d'Indonésie, lors de ses soixante-quatorzième, soixante-quinzième et soixante-seizième sessions. Lors de la soixante-quatorzième session de l'OCIS, le vérificateur externe des comptes a présenté le mémorandum relatif à la planification de l'audit pour l'audit des états financiers de l'OMPI pour l'exercice 2024. Le mémorandum contenait des informations détaillées sur les procédures à suivre pour procéder aux audits financiers et de performance prévus. L'OCIS a donné son avis sur les aspects couverts par le mémorandum, notamment en ce qui concerne la matérialité et l'étendue des audits. Il a également posé des questions sur la passation des pouvoirs et la reprise des travaux du vérificateur précédent, et le nouveau vérificateur des comptes s'est déclaré satisfait des points discutés avec le vérificateur externe des comptes sortant, y compris le suivi des recommandations en suspens.

30. Lors de la soixante-quinzième session de l'OCIS, le vérificateur externe des comptes a fait le point sur l'état des dispositions en matière d'audit externe et sur les projets pour l'année à venir. Il a également indiqué que son prédécesseur a formulé 41 recommandations en matière d'audit, dont 35 ont été mises en œuvre, tandis que les six autres restaient en cours d'application. Le vérificateur et l'OCIS ont également discuté des échéances et des principaux domaines de l'audit. L'OCIS a souligné l'importance d'un certain nombre de ces domaines, notamment les obligations au titre de l'AMCS et les placements, ainsi que l'évaluation des performances par le vérificateur externe des comptes et son avis sur le respect des procédures.

31. À sa soixante-seizième session, l'OCIS a examiné les informations actualisées fournies par le vérificateur externe des comptes sur l'état d'avancement des audits financiers et des audits de performance pour 2024. Les informations actualisées indiquaient que l'audit financier avait couvert un certain nombre de domaines, notamment les contrôles du système ERP, le réexamen des états financiers non vérifiés de 2024, l'examen des divulgations financières, les tests des contrôles financiers et informatiques, le suivi des recommandations de l'année précédente et la conformité avec les normes IPSAS. Elles révélaient également que les travaux sur le terrain pour la vérification des performances avaient été achevés le 14 mars 2025, qu'ils évaluaient l'efficacité de la gestion du programme de l'OMPI et qu'ils portaient sur quatre divisions de l'OMPI. L'OCIS a étudié l'approche adoptée pour la vérification des états financiers et sa portée, les normes en matière d'audit, le calendrier d'achèvement du rapport d'audit, ainsi que les conclusions préliminaires de l'audit et les

recommandations qui en découlent. Le vérificateur externe des comptes a également fourni des informations actualisées sur le suivi des recommandations d'audit antérieures et sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de ces recommandations.

Séances privées

32. L'OCIS s'est réuni en séance privée avec le vérificateur externe des comptes, conformément à son mandat.

C. Rapports financiers

États financiers de l'OMPI

33. L'OCIS a examiné, lors de sa soixante-seizième session, le projet de rapport financier et d'états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2024. L'Organisation a déclaré un excédent total de 140 millions de francs suisses, dont un gain d'investissement de 74 millions de francs suisses. Le montant total des recettes s'élevait à 497 millions de francs suisses et le montant total des dépenses à 430 millions de francs suisses, soit un excédent d'exploitation de 66 millions de francs suisses. La valeur marchande des portefeuilles de placements de l'OMPI a également augmenté, le portefeuille principal atteignant 931 millions de francs suisses et le portefeuille stratégique étant évalué à 274 millions de francs suisses.

34. L'OCIS a formulé des observations concernant l'évaluation des placements, l'estimation des engagements au titre de l'AMCS et l'amélioration des notes relatives aux états financiers. L'OCIS a examiné les différentes hypothèses relatives à l'AMCS avec l'actuaire de l'OMPI et a reçu les précisions demandées. Il a également été informé que les états financiers incluraient une mention relative à un événement postérieur à la date de clôture concernant la création d'une entité distincte sous la forme d'un régime multiemployeur auquel participeraient l'OMPI et l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).

Modifications apportées aux méthodes et normes comptables

35. À sa soixante-quinzième session, l'OCIS a été informé des nouvelles Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), que l'OMPI examinait en vue de les appliquer. Les normes susceptibles d'avoir une incidence sur l'OMPI étaient notamment les normes IPSAS 45 (Immobilisations corporelles), IPSAS 46 (Évaluation), IPSAS 47 (Revenus) et IPSAS 48 (Frais de transfert).

36. L'OCIS a également été informé du projet de l'OMPI d'effectuer une évaluation actuarielle de l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), qui comprendrait notamment une étude complète des demandes de remboursement des frais médicaux sur l'ensemble de l'année 2024. Il a aussi été informé d'une éventuelle déclaration après bilan pour 2024 concernant le régime multiemployeur distinct. Il a exprimé le souhait de pouvoir examiner les hypothèses employées par l'actuaire pour déterminer les obligations de l'assurance maladie après la cessation de service, ce sujet étant particulièrement délicat.

Cadre et politiques de gouvernance des placements

37. À sa soixante-quinzième session, un point a été fait à l'intention de l'OCIS concernant le cadre de gouvernance en matière de placements. L'OCIS a appris qu'un spécialiste externe en placements avait été nommé au Comité consultatif pour les placements et qu'un second spécialiste avait été trouvé et allait bientôt rejoindre le comité. Il a pris note des progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de la Banque mondiale.

38. Il a conseillé au Secrétariat d'actualiser sa politique de placement en révisant notamment ses objectifs de placement et en adaptant en conséquence les cibles à atteindre, compte tenu des conditions des marchés financiers et des perspectives économiques.

D. Gestion des risques et contrôles internes

Point sur le cadre de gestion des risques et les procédures de contrôle interne

39. Durant sa soixante-treizième session, l'OCIS a reçu des informations sur la gestion des risques et les contrôles internes, le rapport de situation du CCI, les nouveaux systèmes de planification des ressources de l'Organisation (ERP) et la lutte contre la fraude. Il a demandé des renseignements sur divers sujets, notamment les modalités de gouvernance du nouveau système ERP, et a prié la direction de faire un nouveau point sur la gouvernance des achats et la mise en œuvre du nouveau système ERP à sa prochaine session. Il a également examiné une évaluation actualisée des risques dans la carte thermique des risques de l'Organisation et noté que la cybersécurité demeurerait un risque majeur.

40. Durant sa soixante-quatorzième session, l'OCIS a examiné un point sur la gestion des risques et le contrôle interne, y compris les projets de la DSI de présenter un avis général sur la gouvernance, la gestion des risques et le contrôle interne. Il a été informé que des modifications seraient apportées au cadre de contrôle interne pour tenir compte des recommandations formulées par le vérificateur externe des comptes ou l'auditeur interne. Il a également reçu l'assurance que le cadre de contrôle interne et le cadre de gestion des risques utilisés par l'Organisation étaient conformes aux cadres pertinents établis par le Comité des organismes parrains de la Commission Treadway (COSO).

41. À sa soixante-seizième session, l'OCIS a examiné un point sur le cadre de gestion des risques et de contrôle interne de l'OMPI (y compris les principaux risques), soulignant divers faits nouveaux survenus jusqu'en mars 2025. L'OCIS a été informé de la politique révisée en matière de gestion des risques, de la déclaration relative au risque accepté et du mandat du Groupe de gestion des risques. Il a également examiné les 10 principaux risques figurant sur la carte thermique de l'OMPI, ainsi que les réponses à ces derniers. Parmi ces risques figuraient le risque géopolitique, la baisse de la valeur des placements, les opportunités stratégiques en matière d'IA et l'intégrité, la confidentialité et la gouvernance des données relatives à l'IA. La directrice de la DSI a également indiqué que les résultats de l'évaluation des risques étaient utilisés dans la planification de l'audit.

Point sur la gestion de la cybersécurité et l'assurance informatique

42. À sa soixante-treizième session, l'OCIS s'est entretenu avec la directrice de la DSI, le directeur de la sécurité par intérim et d'autres membres de l'équipe de direction au sujet du rapport final sur l'audit de la gestion de la cybersécurité qui a été réalisé entre mars et mai 2024. La mission a été menée sous la supervision de la DSI et comprenait l'examen du dispositif de sécurité de l'information de l'OMPI, une évaluation de la maturité en matière de cybersécurité et la réalisation de tests de pénétration.

43. L'OCIS a été informé que l'OMPI a mis en place des mesures de sécurité conformes aux pratiques recommandées dans le secteur, notamment celles figurant dans la norme ISO 27001 de l'Organisation internationale de normalisation. Cinq observations, huit recommandations et deux points à améliorer ont été formulés. D'une manière générale, le degré de maturité de la cybersécurité de l'OMPI a été classé entre les niveaux 4 (géré quantitativement) et 5 (en optimisation) à l'issue de l'audit, preuve qu'un ensemble solide de processus et d'outils de sécurité fondamentaux a été défini et mis en œuvre. Toutes les recommandations ont été examinées et convenues avec la direction.

44. L'OCIS a souligné l'importance de faire preuve de vigilance dans le domaine en rapide évolution de la cybersécurité, en particulier dans un contexte d'évolution technologique externe (fondée sur l'intelligence artificielle) et interne (mise en œuvre du système de planification des ressources de l'Organisation). Il a également indiqué qu'il continuerait de suivre l'évolution de la situation.

45. À la soixante-quatorzième session, un point a été fait à l'intention de l'OCIS sur la sécurité de l'information concernant la mise en œuvre de la stratégie, l'audit de certification ISO 27001 et les incidents ou événements récents. L'OCIS a formulé des observations concernant les mesures prises pour faire face aux risques liés à la panne de CrowdStrike de juillet 2024 et aux tentatives d'hameçonnage par téléphone et d'usurpation d'identité téléphonique d'août 2024. Il attend également avec impatience les prochains points sur les enseignements tirés de ces incidents et les mesures visant à atténuer les risques qui y sont liés.

46. Durant sa soixante-seizième session, l'OCIS a examiné un point sur la sécurité et l'assurance de l'information fait par le directeur de la sécurité. Il a souligné l'importance de cette question et a prié le Secrétariat de continuer de présenter périodiquement des points complets. Le directeur de la sécurité a indiqué que le système de gestion de la sécurité de l'information de l'OMPI était parvenu à maturité, comme l'ont confirmé des experts externes en 2024. L'OCIS a examiné un certain nombre de questions connexes, notamment les risques critiques, les incidents de sécurité importants, la situation en matière de conformité, les progrès réalisés dans le cadre du programme stratégique, l'adéquation des ressources, la sûreté et la sécurité physiques et la possibilité de réaliser une évaluation externe de la maturité en 2026.

Point sur la mise en œuvre du nouveau système ERP

47. Durant ses soixante-quatorzième, soixante-quinzième et soixante-seizième sessions, l'OCIS a examiné les points faits sur la mise en œuvre du nouveau système de planification des ressources de l'Organisation (système ERP). Durant sa soixante-quatorzième session, il a examiné le cadre de gouvernance pour la mise en œuvre du nouveau système. Le Secrétariat a indiqué que des dépenses estimées à 1,7 million de francs suisses sur un budget total de 2,9 millions de francs suisses, soit environ 60% du budget de la phase préparatoire I, avaient été effectuées et qu'il n'y avait pas eu de dépenses au titre du budget de mise en œuvre de la phase II. L'OCIS a constaté que les cellules organisationnelles de l'OMPI ont participé à la phase de conception du projet. Le calendrier de mise en œuvre était globalement conforme aux prévisions et devrait débuter en janvier 2025. Le cadre de gouvernance était en place et l'OCIS a proposé qu'il tienne compte des contributions des consultants et des organes de supervision.

48. Durant la soixante-quinzième session de l'OCIS, le Secrétariat a indiqué que le fournisseur avait été choisi et que les négociations finales étaient en cours en vue de la signature du contrat. La mise en œuvre, qui devait débuter au premier trimestre de 2025, comportait une phase de conception de six mois, une planification détaillée des ressources et une cartographie des procédures, et le nouveau système devait devenir opérationnel au quatrième trimestre de 2025 avec la mise en service du système de performance des employés. L'OCIS s'est dit conscient du fait que ce type de projet se heurtait à de nombreuses difficultés. Le Secrétariat a déclaré que les dispositions prises en matière d'organisation permettaient de faire face à toutes les difficultés.

49. À sa soixante-seizième session, l'OCIS a examiné un point décrivant les progrès accomplis dans la mise en œuvre jusqu'en mars 2025. Le point indiquait que l'initiative avançait selon le calendrier prévu et qu'elle en était au stade de la conception. L'OCIS a examiné un certain nombre de questions, notamment la nécessité d'un plan-cadre assorti d'un calendrier, de mises à jour périodiques et d'une évaluation des risques, ainsi que de plans

d'action visant à les atténuer. Il se réjouissait de recevoir d'autres informations sur les étapes ultérieures du projet.

Point sur les achats

50. Durant sa soixante-quatorzième session, l'OCIS a examiné un point sur la passation des marchés qui comprenait des informations relatives au débat sur la durabilité entrepris par les États membres au sein du Comité du programme et budget (PBC). Le PBC est convenu que l'application du principe de durabilité dans le domaine des achats ne devait pas se faire au détriment des pays en développement, des pays les moins avancés ou des pays en transition. L'OCIS a été informé que cette exigence était désormais appliquée et que le manuel des achats était en cours de révision pour en tenir compte.

Point sur l'efficacité des activités de lutte contre la fraude

51. Durant sa soixante-seizième session, l'OCIS a examiné un point sur les activités de lutte contre la fraude qui comportait des détails sur le cadre de lutte contre la fraude de l'Organisation, les politiques de l'OMPI en matière de prévention et de détection de la fraude, ainsi qu'une évaluation en cours des risques de fraude par un expert externe. L'OCIS a conseillé à la direction de tenter d'améliorer les outils numériques de lutte contre la fraude, de renforcer la communication interne et de mesurer l'efficacité des activités de lutte contre la fraude.

Point sur la gouvernance des données

52. À sa soixante-quinzième session, le directeur de la sécurité et le directeur des services informatiques ont fait un point à l'intention de l'OCIS sur la gouvernance des données. Ce domaine était récent et avait conduit à recruter un directeur des données, à élaborer une stratégie en matière de gouvernance des données et à porter davantage d'attention aux questions de sécurité et de confidentialité des données. Les données constituent un actif et une ressource essentiels à l'Organisation qui, selon l'OCIS, méritaient la plus grande attention de la part de la haute direction. L'OCIS a hâte de recevoir des mises à jour sur cette question lorsque la nouvelle stratégie en matière de données sera prête.

Point sur la position de l'OMPI concernant l'interdépendance et l'interaction entre l'intelligence artificielle et la propriété intellectuelle, y compris en matière de mise en œuvre et de déploiement internes

53. Durant la soixante-quatorzième session de l'OCIS, une réunion d'information et un point ont été faits à son intention sur l'interdépendance et l'interaction entre l'intelligence artificielle (IA) et la propriété intellectuelle, y compris la mise en œuvre interne et le déploiement d'initiatives. L'OMPI a mis au point plusieurs outils, créé une équipe d'experts chargée d'examiner les questions relatives à l'IA et publié des orientations sur l'utilisation responsable de l'IA au sein de l'Organisation. L'OCIS s'est félicité du rôle de premier plan joué par l'OMPI à cet égard et l'encourage à continuer de se pencher sur cette question.

E. Mise en œuvre des recommandations de supervision

54. Lors de chacune de ses sessions, l'OCIS a examiné la situation des recommandations en suspens relatives à la supervision formulées par la DSI, le vérificateur externe des comptes et le Corps commun d'inspection (CCI). L'Organe a pris note des recommandations ajoutées et supprimées et a également concentré son attention sur les recommandations hautement prioritaires qui étaient restées en suspens pendant de longues périodes.

55. Durant sa soixante-quatorzième session, l'OCIS a pris note de l'intérêt exprimé pour la fourniture d'informations aux États membres sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de toutes les recommandations en suspens, sous une forme accessible aux États membres. Durant sa soixante-seizième session, il a examiné un rapport de la DSI sur la situation des recommandations en suspens relatives à la supervision au 14 mars 2025. Au total, 23 recommandations restaient ouvertes, une réduction notable par rapport aux 30 recommandations de décembre 2024. Depuis le dernier point, 15 recommandations ont été clôturées, dont deux hautement prioritaires, 10 moyennement prioritaires et trois faiblement prioritaires, dont certaines étaient en instance depuis 2023. La durée moyenne des dossiers en instance s'est améliorée et la collaboration continue avec les auteurs des recommandations a permis de réaliser des progrès constants en matière de mise en œuvre et de clôture.

56. La situation des recommandations non clôturées représente un progrès remarquable par rapport aux périodes précédentes, par exemple en novembre 2022, où le nombre de recommandations non clôturées s'élevait à 97. L'OCIS a noté que les recommandations du CCI n'ont pas été incluses dans l'analyse de la soixante-seizième session et a demandé qu'elles figurent dans les futurs rapports.

F. Déontologie et médiation

Bureau de la déontologie

57. À sa soixante-treizième session, l'OCIS s'est entretenu avec le chef par intérim du Bureau de la déontologie au sujet de ses activités en cours, et a salué son soutien à cette fonction importante durant la période de transition.

58. Durant la soixante-quatorzième session, la nouvelle cheffe du Bureau de la déontologie a informé l'OCIS de l'état d'avancement du programme de travail du Bureau au début de l'année 2024, ainsi que de son propre programme de travail individuel pour la période allant d'août à décembre 2024. L'OCIS a noté que l'accent était mis sur les quatre objectifs clés suivants : fournir des conseils et des orientations au personnel de l'OMPI sur les questions d'éthique, renforcer la sensibilisation dans ce domaine, surveiller les politiques et fixer des normes en matière de déontologie, et gérer les activités et les ressources du Bureau de la déontologie. Les programmes de travail ont mis en outre l'accent sur la collaboration avec les parties prenantes internes et la prise en considération des recommandations des organes de supervision. L'OCIS a également reçu l'assurance que la transition avait effectivement permis la passation de pouvoirs sans difficulté entre le chef par intérim et la nouvelle cheffe du Bureau de la déontologie. Il s'est félicité du fonctionnement du Bureau et a encouragé la poursuite du développement de cette fonction.

59. Durant sa soixante-quinzième session, l'OCIS a examiné un point sur les activités menées par le Bureau de la déontologie en 2024. Selon ce point, l'OCIS avait reçu au total 164 demandes de conseil en 2024 et une augmentation considérable du nombre de demandes de conseil avait été enregistrée depuis l'arrivée de la nouvelle cheffe du Bureau de la déontologie le 1^{er} août 2024. La majeure partie de ces demandes concernait des activités externes, des mesures de représailles, des questions liées aux normes de conduite et d'autres conseils en matière de déontologie. La cheffe du Bureau de la déontologie a également mené à bien un certain nombre d'activités de formation et de sensibilisation et élaboré un programme de travail annuel pour 2025 qui a été discuté avec l'OCIS. Ce programme prévoyait notamment un réexamen de la politique sur les activités externes et des directives concernant la déclaration de situation financière et la déclaration d'intérêts. Il prévoyait en outre un réexamen du mandat du Bureau de la déontologie. Le programme biennal à plus long terme pour 2026-2027 a aussi été examiné.

60. Durant sa soixante-seizième session, l'OCIS a examiné un point fait par la cheffe du Bureau de la déontologie qui met en évidence une augmentation des activités de conseil, avec 74 demandes de conseil reçues entre décembre 2024 et février 2025. Les questions les plus fréquemment abordées dans ces demandes concernent les activités en dehors du Bureau international, les conflits sur le lieu de travail et d'autres questions d'éthique. L'OCIS a également examiné la situation des recommandations ouvertes, l'introduction de nouvelles exigences de divulgation en matière de propriété intellectuelle, les progrès dans la mise en œuvre du programme de travail, les modalités des examens d'assurance qualité indépendants régulièrement menés par le Bureau de la déontologie et la question des affaires de représailles. L'OCIS attend avec intérêt d'examiner le rapport annuel 2024 du Bureau de la déontologie lors de sa prochaine session. Il a également apprécié la contribution du Bureau de la déontologie et s'est félicité de l'efficacité de son fonctionnement.

Médiation

61. Durant sa soixante-treizième session, l'OCIS a examiné le projet de rapport annuel du Bureau de la médiatrice établi par la médiatrice par intérim. Il a salué les travaux menés par le bureau jusqu'à ce jour et a indiqué être toujours d'avis qu'il conviendrait de consacrer suffisamment de temps à cette fonction au sein de l'Organisation, conformément aux critères en vigueur au sein du système des Nations Unies.

62. Durant sa soixante-quatorzième session, l'OCIS a examiné des tableaux de bord fournis par la médiatrice par intérim, qui résument les activités du Bureau de la médiatrice. Il a noté combien cette fonction était importante, ainsi que l'augmentation de la demande pour ce service. L'OCIS s'est félicité de la prolongation de trois mois de la dotation en personnel du bureau jusqu'à la mise en œuvre d'un autre accord avec le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies. Il a remercié la médiatrice par intérim pour le travail accompli.

63. Durant sa soixante-quinzième session, l'OCIS a examiné un tableau de bord fourni par la médiatrice qui résumait les activités de son bureau. Ce tableau de bord indiquait que le Bureau du médiateur avait traité 54 affaires au cours des 11 premiers mois de 2024, dont la majeure partie concernait les rapports hiérarchiques, les comportements prohibés et le respect des procédures, ou encore des préoccupations liées à l'emploi et à la carrière. L'OCIS a relevé l'importance de la fonction de médiateur et l'accroissement des demandes de consultation. Il s'est félicité de la nouvelle prolongation de six mois de la dotation en personnel de la fonction jusqu'à la mise en œuvre d'un autre accord avec le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies. Il avait hâte de pouvoir évaluer l'efficacité de la nouvelle organisation, qui avait pris du retard et dont la mise en place était désormais prévue pour le milieu de 2025. La médiatrice par intérim a formulé des conseils sur les sujets suivants : i) la nécessité d'accorder de l'importance au rôle des superviseurs dans la médiation des litiges, notamment en leur proposant une formation en matière de gestion; ii) la nécessité d'accorder plus d'attention aux activités destinées à renforcer l'esprit d'équipe et le moral du personnel; et iii) la nécessité de renforcer la déontologie, les valeurs et les normes au sein de l'Organisation. L'OCIS a salué les travaux accomplis par la médiatrice par intérim.

64. À sa soixante-seizième session, l'OCIS a examiné un point fait par la médiatrice couvrant le premier trimestre de 2025. La médiatrice a déclaré avoir traité 15 dossiers concernant 16 personnes distinctes et 29 consultations au total entre janvier et mars. Les rapports hiérarchiques sont apparus comme la principale préoccupation, dans 11 cas, avec des questions spécifiques concernant l'évaluation des performances, le moral de l'équipe et l'efficacité de la supervision. L'OCIS a examiné les dispositions transitoires possibles et a noté que le mandat de l'actuelle médiatrice a été prolongé jusqu'en juin 2025. Il a appuyé son initiative visant à élaborer et à publier un rapport annuel en ligne. Le Bureau de la médiatrice a

continué de fonctionner efficacement dans le cadre du processus de règlement informel des conflits, en consultation avec d'autres unités administratives, le cas échéant.

G. Informations actualisées sur la gestion des ressources humaines

65. Durant la soixante-quatorzième session de l'OCIS, un point a été fait à son intention par la directrice du Département de la gestion des ressources humaines (DGRH) sur la mobilité, la planification stratégique des effectifs, la restructuration des opérations de ressources humaines, le Plan d'action pour la diversité géographique et la sécurité et la santé au travail, ainsi que les résultats de l'enquête sur l'engagement du personnel. Elle a fourni des informations complémentaires sur les activités de recrutement concernant la cheffe du Bureau de la déontologie, les services de médiation, le médecin principal et les effectifs de la DSI. L'OCIS a pris note des initiatives en cours dans le domaine des ressources humaines.

66. Durant sa soixante-quinzième session, l'OCIS a examiné un point fait par la directrice du DGRH sur la situation des recrutements au sein de la DSI et les dispositions prises pour les services de médiation et la conseillère du personnel. Cette mise à jour comprend également des informations sur les initiatives clés menées par le DGRH, notamment la planification des effectifs, les services de santé et de sécurité au travail, la mobilité du personnel, la mise en œuvre du système ERP et les principales priorités du DGRH pour 2025. L'OCIS a examiné avec la directrice du DGRH la nécessité de disposer d'indicateurs d'exécution clés appropriés, une fois que le nouveau système ERP aura été mis en place.

H. Autres questions

Rapports de l'OMPI concernant les placements

67. À la demande des États membres, le Secrétariat a soumis à l'OCIS, à chacune de ses sessions, les rapports mensuels sur le rendement des placements et les rapports mensuels de suivi des placements, établis respectivement par les conseillers en matière de placements et le dépositaire. L'OCIS tient à préciser que son rôle se limite à transmettre aux États membres les informations contenues dans les rapports mensuels sur le rendement des placements et les rapports mensuels de suivi des placements et qu'il ne donne aucune garantie à cet égard.

68. En ce qui concerne les examens périodiques des rapports mensuels sur le rendement des placements de mars 2024 à février 2025, l'OCIS a confirmé que les informations fournies au cours de la période considérée montrent que, par rapport au point de référence du marché des placements, tous les fonds de placement des portefeuilles de placements de l'OMPI ont été gérés conformément à la stratégie énoncée. Il a également pris acte du fait que le dépositaire n'a fait état d'aucune atteinte, qu'elle soit active ou passive, ni d'aucune exception justifiée.

IV. OBSERVATIONS FINALES

69. L'OCIS souhaiterait faire part de sa gratitude au Directeur général, au personnel du Secrétariat et au vérificateur externe des comptes pour la disponibilité, la clarté et l'ouverture dont ils ont fait preuve dans leurs échanges réguliers avec l'OCIS, ainsi que pour les informations fournies.

[Fin du document]